
Deuxième session, trente et unième Législature

Second Session, Thirty-First Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 64

Bill No. 64

Loi concernant la poursuite d'infractions par le procureur général et l'application de règlements relatifs au stationnement et à la circulation et modifiant la Loi du ministère de la justice

An Act to make provisions respecting the prosecution of offences by the Attorney-General and the enforcement of parking and traffic by-laws, and to amend the Justice Department Act

Première lecture

First reading



M. BÉDARD

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1977

NOTES EXPLICATIVES

Le présent projet vise à modifier la Loi des cités et villes, le Code municipal et le Code de la route afin de faciliter l'application du Code de la route et des règlements municipaux relatifs au stationnement.

L'article 1 du projet modifie la Loi des cités et villes et l'article 2 modifie le Code municipal pour permettre aux municipalités d'engager des agents spéciaux pour émettre des contraventions en matière de stationnement.

L'article 3 modifie le Code de la route pour y prévoir des autorisations de signature.

L'article 4 modifie le Code de la route et établit la procédure selon laquelle une municipalité peut renoncer, en faveur du procureur général, à poursuivre certaines infractions.

L'article 5 modifie la Loi du ministère de la justice afin de permettre le versement au fonds consolidé du revenu ou au fonds d'un organisme public, des honoraires que reçoivent les avocats et notaires à l'emploi du gouvernement ou d'un organisme.

L'article 6 établit une concordance avec l'article 4, en abrogeant les dispositions sur les ententes prévues par le chapitre 37 des lois de 1974, tout en maintenant en vigueur les ententes déjà intervenues en vertu de cette loi.

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this bill is to amend the Cities and Towns Act, the Municipal Code and the Highway Code so as to facilitate the application of the Highway Code and municipal parking by-laws.

Section 1 of the bill amends the Cities and Towns Act and section 2 amends the Municipal Code to allow municipalities to engage special officers to issue parking tickets.

Section 3 amends the Highway Code to provide for the signing of documents by authorized persons.

Section 4 amends the Highway Code and establishes a procedure according to which a municipality may waive the prosecution of certain offences in favour of the Attorney-General.

Section 5 amends the Justice Department Act in order to allow the payment into the consolidated revenue fund or into the fund of a public agency, of the fees of advocates and notaries in the employ of the Government or of public agencies.

Section 6 establishes concordance with section 4 by repealing the provisions on the agreements provided for in chapter 37 of the statutes of 1974, while maintaining in force the agreements already entered into under that act.

Projet de loi n° 64

Loi concernant la poursuite d'infractions par le procureur général et l'application de règlements relatifs au stationnement et à la circulation et modifiant la Loi du ministère de la justice

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 426 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), modifié par l'article 89 du chapitre 17 et l'article 120 du chapitre 55 des lois de 1968, l'article 21 du chapitre 55 des lois de 1969, l'article 5 du chapitre 45 et l'article 1 du chapitre 46 des lois de 1974 et par l'article 14 du chapitre 66 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 17° par le suivant:

«17° Pour décréter que dans le cas de contravention à un règlement municipal relatif à la circulation, au stationnement ou à la sécurité publique, un agent de police ou constable ou, dans le cas de contravention à un règlement municipal relatif au stationnement, une personne dont les services sont retenus à titre d'agent spécial par le conseil à cette fin peut remplir, sur les lieux de l'infraction, un billet d'assignation qui en indique la nature, remettre au conducteur

Bill No. 64

An Act to make provisions respecting the prosecution of offences by the Attorney-General and the enforcement of parking and traffic by-laws, and to amend the Justice Department Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 426 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), amended by section 89 of chapter 17 and section 120 of chapter 55 of the statutes of 1968, section 21 of chapter 55 of the statutes of 1969, section 5 of chapter 45 and section 1 of chapter 46 of the statutes of 1974 and by section 14 of chapter 66 of the statutes of 1975, is again amended by replacing paragraph 17 by the following paragraph:

“(17) To enact that in the case of an infraction of a municipal by-law relating to traffic, parking or public safety, a police officer or a constable, or, in the case of an infraction of a municipal parking by-law, a person whose services are retained by the council as a special officer for such purpose, may fill out a notice of summons at the place of the infraction indicating the nature of the infraction, hand over a copy of the notice to the driver of the

du véhicule ou déposer dans un endroit apparent de ce véhicule une copie de ce billet et en apporter l'original à l'endroit fixé par le règlement.

L'alinéa précédent n'empêche pas la personne autorisée, si elle le juge à propos, de porter une plainte et de faire émettre une sommation suivant la loi, sans délivrer un billet d'assignation.

La personne en possession d'un billet d'assignation peut éviter qu'une plainte soit portée contre elle en se présentant à l'endroit fixé par règlement et indiqué sur le billet d'assignation et en payant, à titre d'amende, la somme fixée par le règlement, laquelle ne peut excéder dix dollars dans le cas de contravention à un règlement relatif au stationnement et vingt-cinq dollars dans le cas de contravention à un autre règlement visé dans le présent paragraphe. Le paiement de l'amende et le reçu donné par la personne désignée par le conseil libèrent le contrevenant de toute autre peine relativement à cette infraction.

Si la personne en possession du billet d'assignation refuse ou néglige de s'y conformer dans le délai prescrit, la personne autorisée ou la municipalité peut porter contre elle une plainte conformément à la loi;».

2. Le Code municipal est modifié par l'insertion, après l'article 410, de ce qui suit:

«SECTION XVIII A

«DES CONTRAVENTIONS AUX RÈGLEMENTS
MUNICIPAUX RELATIFS À LA CIRCULATION,
AU STATIONNEMENT ET À LA
SÉCURITÉ PUBLIQUE

«**410a.** Une corporation locale peut adopter, amender ou abroger un règlement pour décréter que dans le cas de contravention à un règlement municipal

vehicle or deposit it in a conspicuous place on the vehicle, and take the original of the notice to the place fixed in the by-law.

The preceding paragraph does not prevent the authorized person, if he deems it expedient, from filing a complaint and causing the issuance of a summons according to law, without issuing a notice of summons.

The person in possession of a notice of summons may avoid the filing of a complaint against him by appearing at the place fixed by by-law and indicated in the notice of summons and by paying as a fine the sum fixed in the by-law, which must not exceed ten dollars for a parking infraction or twenty-five dollars for the infraction of any other by-law contemplated in this paragraph. The payment of the fine and the receipt given by the person designated by the council free the offender of any other penalty in connection with that infraction.

If the person in possession of the notice refuses or fails to comply therewith within the prescribed delay, the authorized person or the municipality may file a complaint against him according to law;”.

2. The Municipal Code is amended by inserting, after article 410, the following:

“SECTION XVIII A

“INFRINGEMENTS OF MUNICIPAL BY-LAWS
RELATING TO TRAFFIC,
PARKING AND PUBLIC SAFETY

“**410a.** A local corporation may adopt, amend or repeal a by-law to enact that in the case of an infraction of a municipal by-law relating to traffic,

relatif à la circulation, au stationnement ou à la sécurité publique, un agent de police ou constable ou, dans le cas de contravention à un règlement municipal relatif au stationnement, une personne dont les services sont retenus à titre d'agent spécial par le conseil à cette fin peut remplir, sur le lieu de l'infraction, un billet d'assignation qui en indique la nature, remettre au conducteur du véhicule ou déposer dans un endroit apparent de ce véhicule une copie de ce billet et en rapporter l'original à l'endroit fixé par le règlement.

L'alinéa précédent n'empêche pas la personne autorisée, si elle le juge à propos, de porter une plainte et de faire émettre une sommation suivant la loi, sans délivrer un billet d'assignation.

La personne en possession d'un billet d'assignation peut éviter qu'une plainte soit portée contre elle en se présentant à l'endroit fixé par règlement et indiqué sur le billet d'assignation et en payant, à titre d'amende, la somme fixée par le règlement, laquelle ne peut excéder dix dollars dans le cas de contravention à un règlement relatif au stationnement et vingt-cinq dollars dans le cas de contravention à un autre règlement visé dans le présent article. Le paiement de l'amende et le reçu donné par la personne désignée par le conseil libèrent le contrevenant de toute autre peine relativement à cette infraction.

Si la personne en possession du billet d'assignation refuse ou néglige de s'y conformer dans le délai prescrit, la personne autorisée ou la corporation locale peut porter contre elle une plainte conformément à la loi.»

3. L'article 71 du Code de la route (Statuts refondus, 1964, chapitre 231), modifié par l'article 3 du chapitre 53 des lois de 1970, est de nouveau modifié par l'addition, au paragraphe 4, des alinéas suivants:

parking or public safety, a police officer or a constable, or, in the case of an infraction of a municipal parking by-law, a person whose services are retained by the council as a special officer for such purpose, may fill out a notice of summons at the place of the infraction indicating the nature of the infraction, hand over a copy of the notice to the driver of the vehicle or deposit it in a conspicuous place on the vehicle, and take the original of the notice to the place fixed in the by-law.

The preceding paragraph does not prevent the authorized person, if he deems it expedient, from filing a complaint and causing the issuance of a summons according to law, without issuing a notice of summons.

The person in possession of a notice of summons may avoid the filing of a complaint against him by appearing at the place fixed by by-law and indicated in the notice of summons and by paying as a fine the sum fixed in the by-law, which must not exceed ten dollars for a parking infraction or twenty-five dollars for the infraction of any other by-law contemplated in this article. The payment of the fine and the receipt given by the person designated by the council free the offender of any other penalty in connection with that infraction.

If the person in possession of the notice refuses or fails to comply therewith within the prescribed delay, the authorized person or the local corporation may file a complaint against him according to law."

3. Section 71 of the Highway Code (Revised Statutes, 1964, chapter 231), amended by section 3 of chapter 53 of the statutes of 1970, is again amended by inserting, after subsection 4, the following paragraphs:

«La personne désignée par le procureur général peut signer tout document relatif à une poursuite prise en vertu de la présente loi ou de ses règlements et certifier conforme une copie ou extrait d'un tel document.

La personne désignée peut faire apposer sa signature par l'un des membres de son personnel au moyen d'un appareil automatique ou sous la forme d'un fac-similé gravé, lithographié ou imprimé.»

[[4. Ledit Code est modifié par l'insertion, après l'article 78, du suivant:

«**78a.** Malgré le paragraphe 7 de l'article 71, une municipalité peut, par entente avec le procureur général approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, renoncer en faveur du procureur général à poursuivre les infractions commises dans son territoire aux lois et règlements concernant la circulation et le stationnement, et convenir du partage des amendes.

Dès la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'une entente visée dans le premier alinéa, le procureur général a l'autorité voulue pour poursuivre les infractions qui y sont visées, et l'article 73 s'applique; en outre, le ministre des finances a alors l'autorité suffisante pour verser à la municipalité dont il s'agit, sa part du produit des amendes à même le fonds consolidé du revenu, dans la mesure où elles en font partie.»]]

[[5. L'article 16 de la Loi du ministère de la justice (1965, 1^{re} session, chapitre 16) est remplacé par le suivant:

«**16.** Malgré toute disposition législative inconciliable, les frais et honoraires judiciaires ou les autres honoraires

“The person designated by the Attorney-General may sign any document regarding any proceedings brought under this act or the regulations hereunder and certify true a copy or abstract of such a document.

The designated person may cause his signature to be affixed by a member of his staff by means of an automatic device or in the form of an engraved, lithographed or printed facsimile.”

[[4. The said Code is amended by inserting, after section 78, the following section:

“**78a.** Notwithstanding subsection 7 of section 71, a municipality may, under an agreement with the Attorney-General approved by the Lieutenant-Governor in Council, waive, in favour of the Attorney-General, the prosecution of any offence committed on its territory against the laws, regulations and by-laws respecting traffic and parking, and agree on the sharing of fines.

As soon as any agreement contemplated in the first paragraph is published in the *Gazette officielle du Québec*, the Attorney-General has the requisite power to prosecute for the offences contemplated therein, and section 73 applies; in addition, the Minister of Finance then has sufficient authority to pay to the municipality concerned its share of the proceeds of the fines out of the consolidated revenue fund, to such extent as they have been paid into it.”]]

[[5. Section 16 of the Justice Department Act (1965, 1st session, chapter 16) is replaced by the following:

“**16.** Notwithstanding any inconsistent legislative provision, the judicial costs and fees or other fees owed to an

dus à un avocat ou à un notaire à l'emploi du gouvernement ou d'un organisme public pour un acte professionnel fait dans l'exercice de leurs fonctions appartiennent à la Couronne ou à l'organisme public et, lorsqu'ils sont recouvrés, sont versés au fonds consolidé du revenu ou à l'organisme public.

On entend par «organisme public», une corporation ou un organisme dont le lieutenant-gouverneur en conseil ou un ministre nomme la majorité des membres, dont la loi ordonne que les fonctionnaires ou employés soient nommés ou rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14), ou dont le capital-actions provient, pour la moitié ou plus, du fonds consolidé du revenu.»]]

6. Les articles 3 et 5 de la Loi modifiant la Loi des autoroutes et le Code de la route (1974, chapitre 37) sont abrogés.

Malgré l'abrogation, les ententes intervenues en vertu dudit article 3 demeurent en vigueur.

7. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

advocate or notary in the employ of the Government or a public agency for professional services rendered in the discharge of his office belong to the Crown or to the public agency and, when recovered, shall be paid into the consolidated revenue fund or to the public agency.

“Public agency” means a corporation or agency to which the Lieutenant-Governor in Council or a minister appoints the majority of the members, to which, by law, the officers or employees are appointed or remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14), or at least half of whose capital stock is derived from the consolidated revenue fund.»]]

6. Sections 3 and 5 of the Act to amend the Autoroutes Act and the Highway Code (1974, chapter 37) are repealed.

Notwithstanding the repeal, the agreements entered into under the said section 3 remain in force.

7. This act shall come into force on the day of its sanction.